



© Getty images, tous droits réservés.

JOURNÉE
D'ÉTUDES

Passeurs culturels et politiques du fascisme italien en Europe (1922-1943)

13
JUN
2023

MAISON DE LA RECHERCHE | SALLE MOLINIÉ
28, RUE SERPENTE 75006 PARIS

Journée d'études organisée par Olivier Dard et Jérémy Guedj dans le cadre du projet ANR EUROFA, avec le soutien de l'UMR SIRICE et du CMMC.



Nous entendons ici les passeurs comme des acteurs politiques et/ou culturels individuels ou collectifs pouvant être considérés comme des médiateurs mais aussi des vulgarisateurs. Ces passeurs peuvent agir sur un mode vertical en diffusant leurs écrits en direction de publics qu'ils cherchent à conquérir à leur cause et jouer ainsi un rôle d'éveilleurs. Mais les passeurs peuvent aussi agir sur un mode horizontal, à l'échelle de territoires qui sont aussi bien des pays que des continents. Ces acteurs, souvent polyglottes, font sauter les barrières linguistiques en s'appropriant et en revisitant des références ou des thématiques venues d'une autre aire culturelle et en l'adaptant à des contextes ou des enjeux qui n'étaient pas nécessairement ceux du point d'ancrage originel. On est ici pleinement au cœur d'un processus bien connu de transferts culturels et politiques, un chantier que cette journée consacrée au fascisme italien hors de la péninsule entend bien enrichir en s'attachant à différents passeurs européens du fascisme italien.

L'histoire des passeurs croise différents objets relevant de l'histoire des idées politiques. Elle peut être entendue aussi comme celle des œuvres et des discours majeurs, comme ceux de Mussolini. Elle met ainsi en jeu des préfaciers comme des traducteurs et des traductrices, à l'instar de la « trop zélée » Maria Croci (1874-1965), chargée de la traduction des Œuvres complètes de Mussolini pour le compte des éditions Flammarion durant les années 1930. L'intérêt de tels écrits ne saurait occulter l'importance des vulgates entendues comme des précis doctrinaux traduits de l'italien ou des écrits rédigés par des nationaux soucieux d'expliquer à leurs lecteurs les fondements et les réalisations du fascisme italien. À cette prose doctrinale s'ajoutent nombre de récits de voyage et de reportages publiés sous la forme d'articles dans des quotidiens ou des revues et parfois repris en volume et présentés ensuite sous la forme de conférences publiques. Ce corpus permet de prendre la mesure des circulations et des transferts autour de thématiques et de références centrales à prendre en considération pour saisir ce qu'il en est de la confrontation des sociétés européennes au fascisme italien tout autant que l'image qu'il entend voir diffuser à l'étranger. Le fascisme italien ne saurait ainsi se comprendre comme un modèle politique italo-centré et se montre très ouvert au reste du continent européen. Pour s'y développer et s'y renforcer, il a entrepris de s'appuyer sur des supports et des vecteurs qui sont aussi bien des relais éditoriaux et politiques que des groupements (fasci) et des institutions (consulats, Maisons d'Italie, Dante Alighieri) présentes hors d'Italie mais contrôlées par le régime qui enrôle et mobilise à leur service des passeurs dument identifiés. Leur histoire ne relève donc pas seulement de l'histoire des acteurs et des organisations politiques mais également de celle des politiques culturelles de l'État fasciste italien à l'étranger et celle de sa diplomatie dont elle est inséparable. Dans ces conditions, la réflexion portée sur les acteurs, les échelles territoriales et les modes de circulations devra donner toute sa place aux temporalités qui scandent le Ventennio de la Marche sur Rome à la chute du Duce.

9h00 **Accueil et présentation de la journée**

9h30 **SESSION I**

Présidence d'**Emmanuel Mattiato** (université de Savoie)

9h30 **Marco Cuzzi** (université de Milan)

« L'Internazionale fascista e i Comitati d'azione per l'universalità di Roma » (1927-1939) »

Comitati d'azione per l'universalità di Roma (Caur) di Eugenio Coselschi, rappresentarono l'applicazione pratica di quel complesso di teorie elaborate sin dal biennio 1925-27, e riconducibili al concetto di "universalità del fascismo". Il regime, consolidatosi in modo definitivo, aveva gradualmente abbandonato la tesi della non esportabilità del fascismo, iniziando ad osservare con marcato interesse la nascita in tutti i Paesi europei di partiti e movimenti più o meno ispirati alla dottrina di Mussolini. Di conseguenza si giunse a ipotizzare la creazione di una rete di collegamento tra tutti i partiti fascisti, fascistoidi o imitativi del fascismo gestita e controllata direttamente da Roma, attraverso i Caur. Accanto alla ricerca di un prestigio all'estero e alla malcelata velleità di erigersi a ideologo internazionale, Mussolini volle i Caur e l'internazionale fascista anche come strumento per arginare l'insorgere della concorrenza nazista. La storia dei Caur fu pertanto parallela allo sviluppo delle relazioni italo-tedesche: essi furono appoggiati e rafforzati dal regime fascista nel corso della crisi austriaca e all'epoca del "Fronte di Stresa" (1934-35), per poi essere ridimensionati a mero strumento di propaganda negli anni della Guerra d'Etiopia (1935-36), e quindi subire un lento processo d'annichilimento all'indomani dell'Asse Roma-Berlino. Ormai inutili nel "Nuovo Ordine Europeo" che sottintendeva un ruolo subalterno dell'Italia fascista a Hitler, i Caur scomparvero definitivamente (ed emblematicamente) nel settembre 1939, poco dopo lo scoppio del Secondo conflitto mondiale.

10h00 **Jérémy Guedj** (université Côte d'Azur / CMMC)

« Le Comité France-Italie, passeur involontaire du fascisme ? »

Peut-on être un passeur apolitique du fascisme ? Nombre d'apôtres de la latinité, qui défendaient ardemment un rapprochement franco-italien, prétendaient que cet objectif pouvait être atteint en tenant la politique à bonne distance. Ainsi, le comité France-Italie, qui connut, après de premières tentatives, une complète renaissance en 1929 ouvrait-il ses statuts en précisant : « il a pour objet de resserrer les liens d'amitié qui existent entre la France et l'Italie, **en dehors de toute question politique ou religieuse**, d'en éclaircir les raisons et d'en proclamer la valeur présente et à venir ».

L'objectif était en réalité intenable : nourrir des liens, même limités à la sphère culturelle – ce qui était loin d'être le cas – avec l'Italie ne pouvait se faire sans les fascistes. Il serait aisé de conclure à un simple effet d'affichage du comité. Cette journée sur les passeurs fournit en effet l'occasion d'affiner notre questionnement, en l'inscrivant moins dans le domaine des relations franco-italiennes, qu'ont bien étudié Enrico Decleva ou Christophe Poupault, que dans le registre des transferts et circulations politiques. La question n'est donc pas seulement : est-ce que le comité fut un passeur du fascisme, mais : qui, parmi les acteurs d'une telle structure tentaculaire l'encourageait, l'animait ou le considérait avec une bienveillante neutralité ?

Cela nous conduit à trois principaux axes de recherche qui scanderont la communication :

- Les sources dont on dispose permettent de réaliser une prosopographie et une sociologie des acteurs parmi lesquels il conviendrait de distinguer les passeurs plus ou moins actifs ou passifs. Il faut donc regarder bien au-delà des principaux animateurs, les plus connus (Albert Besnard, Pierre de Nolhac, Louis Madelin, Jean Rivain, Philippe de Zara...), du Comité, ce qui implique d'étudier le profil des membres des sections locales qui émaillaient tout le territoire métropolitain et l'Algérie.
- Étudier la manière dont le fascisme s'invitait dans le Comité, ne serait-ce que par la présence nombreuse de membres du corps diplomatique et consulaire italien, passe aussi par un examen de la chronologie et l'on sait qu'il y eut des divisions internes, à la base, au moment de la guerre d'Éthiopie.
- Le comité ayant appelé de ses vœux la création d'un Comité Italie-France, qui vit le jour en 1933, c'est finalement à la notion de passage même que l'on peut réfléchir : dans le contexte des années 1930 et de la diplomatie culturelle fasciste, les transferts apparaissaient-ils équilibrés ou au contraire dissymétriques ?

Le Comité France-Italie, association qui dépassait de loin ce statut pour se rapprocher parfois du groupe de pression plus que de simple amitié, ne différenciat pas toujours le pays – l'Italie – et l'État – fasciste. Un examen précis des acteurs à l'œuvre et des activités des sections permettra de comprendre comment un acteur collectif peut – ou pas – servir de passeur, qu'il soit volontaire ou non.

10h30 Pause

10h45 Olivier Dard (Sorbonne Université / SIRICE)

« Le Congrès italo-français d'études corporatives de mai 1935 au prisme du passage »

On sait l'ampleur des écrits sur le corporatisme dans la France des années trente comme l'importance du corporatisme chez les catholiques, les syndicalistes ou encore les juristes, les économistes, les « non-conformistes » et les relèves « techniciennes ». On sait aussi l'intérêt marqué de l'historiographie pour les modèles corporatistes étrangers et le « moment corporatiste » qualifié de « siècle du corporatisme » dans un ouvrage célèbre de l'économiste roumain Manoilescu. Dans ce panorama, si l'Espagne primoriveriste et surtout le Portugal salazariste ont été pris en compte, c'est l'Italie fasciste qui fut l'expérience la plus commentée, y compris lorsqu'il s'agit en 1934 pour un Paul Ramadier d'analyser le cas italien dans son Rapport supplémentaire fait au nom de la Commission de la réforme de l'État. Cet intérêt critique porté à l'expérience fasciste se mesure à la somme des ouvrages, articles et même de thèses de doctorat de droit et d'économie consacrés à son sujet dans la France des années trente.

À quoi bon donc rouvrir ce dossier ? L'entreprise est nécessaire pour questionner la question du corporatisme fasciste au prisme du passage et comprendre pourquoi et comment des écrits italiens, y compris émanant de fascistes, sont

publiés en France à ce moment précis tandis que des articles concernant les publications françaises sur le corporatisme paraissent en Italie et y sont commentés et qu'une délégation française franchit les Alpes pour assister à un grand congrès organisé à Rome du 20 au 23 mai 1935 à la Villa Aldobrandini sous l'égide de l'Institut international de Rome pour l'unification du droit privé. Ce congrès est d'une importance certaine pour revisiter les enjeux et ambiguïtés posés par la question corporative entre Italiens et Français et la relire au prisme du passage. Le Congrès de 1935 nous servira donc de fil directeur. Il sera abordé successivement à l'aune du contexte général et des pesanteurs de son organisation avant d'être questionné comme lieu de passage en analysant la place et le rôle des acteurs pour pointer parmi eux les passeurs et mesurer la portée d'un passage des conceptions fascistes vers des délégués français qui a pu être qualifié dès juin 1935 de « trahison » par la revue *L'Ordre Nouveau*.

11h15 **Stéphanie Lanfranchi** (ENS Lyon / UMR Triangle)

« Traduire Mussolini dans la France de l'entre-deux-guerres : une « histoire fâcheuse » ? Eugène Marsan et MariaCrocì, passeurs et traducteurs du *Dux* de Margherita Sarfatti et des œuvres et discours de Mussolini »

Traduire Mussolini dans la France de l'entre-deux guerres signifie plusieurs choses pour celles et ceux qui envisagent ce travail à la fois comme une forme de prestige individuel et comme une mission historique tout à fait exceptionnels. Avec la conviction profonde que « Toute l'espérance de la Latinité est suspendue aux destins de Mussolini » (lettre d'Eugène Marsan à Margherita Sarfatti, août 1927), il n'est pas question seulement pour qui le traduit de se faire le passeur attiré du fascisme italien, mais plus précisément de créer un texte politique de référence pour le public français, qui parvienne à faire office de « totem » idéologique dans le processus de mythographie et de construction du culte du *Dux*. De ce point de vue, il est parfaitement cohérent que l'*Édition définitive des Œuvres et discours de Mussolini*, publiée dans les années 1930, s'inscrive dans le prolongement de l'opération de propagande internationale lancée par la biographie écrite par Margherita Sarfatti en 1926 précisément pour un public étranger, et qu'ils soient traduits en France par les mêmes personnes. Maria Croci et Eugène Marsan représentent pourtant deux profils différents de « passeurs » : ils ne sont pas soutenus par les mêmes réseaux, et ne sont pas animés par les mêmes raisons ni les mêmes ambitions, mais par une rivalité commune et réciproque que la correspondance à leurs éditeurs et à Sarfatti révèle sans équivoque.

Nous nous arrêterons également sur la question du processus de sélection qui avait conduit, parmi les différentes options envisagées par Flammarion, à choisir Maria Croci comme traductrice quasi exclusive de l'*Édition définitive* des œuvres de Mussolini, aux dépens d'Eugène Marsan. Ce dernier pouvait encore compter, en 1927, sur le soutien de sa « chère grande amie », Margherita Sarfatti, dont on tentera de reconstruire la sphère d'influence française, pour mesurer aussi à quel point elle est amenée à diminuer dans la décennie suivante, à Rome comme à Paris désormais.

11h45 **Discussion sur les communications de la première session**

14h30 **SESSION II**

Présidence : **Jean-Yves Frégné** (université de Rouen)

14h30 **Claire Lorenzelli** (université de Rouen)

« Les conférenciers du régime, passeurs du fascisme à l'étranger (1922-1943) »

L'histoire des transferts culturels appliquée à la diffusion des idées fascistes de l'Italie mussolinienne à l'étranger, suscite, depuis une trentaine d'années, un intérêt croissant. Un cas emblématique, pourtant peu étudié, est celui des conférenciers. La conférence à l'étranger, qui préexiste au fascisme, correspond à un type de discours et de pratique dont l'État cherche à s'emparer pour sa diplomatie culturelle. Dans le cadre de cette intervention, nous ne nous concentrerons pas tant sur le processus de récupération mis en œuvre par l'État fasciste pour se réapproprier la pratique de la conférence, ni sur une étude prosopographique de l'ensemble des conférenciers italiens partis à l'étranger durant le Ventennio, mais plutôt sur les orateurs qui traitent ouvertement de questions politiques ou de doctrine fasciste, et dont les déplacements à l'étranger sont parfois transformés, par l'État, en de véritables tournées.

Afin de comprendre si et en quoi ces conférenciers étaient des passeurs du fascisme à l'étranger, nous verrons comment leurs déplacements étaient organisés, les espaces au sein desquels leurs conférences avaient lieu, mais surtout, nous nous intéresserons aux effets, dans la durée, de leur passage, c'est-à-dire aux formes de « relais » et de « résonance » qui s'installent après le départ de l'orateur dans le but de garder en vie les idées promues lors de la conférence, et qui en confirment, quelque part, la réelle passation sur place.

Notre étude s'appuie sur le dépouillement de nombreuses sources, notamment les archives du Ministère des Affaires étrangères, du MinCulPop, d'institutions culturelles, et de certains périodiques (*Il Legionario*, *La Romana*, *Le Pagine della Dante*, presse locale étrangère), récupérées aussi bien en Italie (ASMAE, ACS, ASSDA), qu'à l'étranger (Munich, Berlin, Londres, Paris et Nice). Nous avons par ailleurs procédé, au fil de nos lectures et de nos dépouillements, à une recension exhaustive de toutes les conférences rencontrées sur des thématiques artistico-littéraires et de sciences humaines et sociales ayant eu lieu en Allemagne, au Royaume-Uni ou en France entre 1922 et 1945.

15h00 **Florin Turcanu** (université de Bucarest)

« *Per l'Italia nella sua Lotta*. L'historien roumain Nicolae Iorga et le fascisme italien de la défiance à l'engagement »

Parmi les passeurs culturels et politiques du fascisme italien en Roumanie se détache la figure de l'historien Nicolae Iorga (1871-1940) dont la stature intellectuelle a apporté un surcroît de crédibilité à la diffusion d'une image positive de Mussolini et de son régime. Il est important de suivre la cristallisation de cette image sous la plume d'un intellectuel à la fois très impliqué dans la politique roumaine et très critique envers elle, porteur, en même temps, d'une interrogation d'historien sur l'héritage de Rome dans les Balkans et sur les rapports qu'entretient l'Italie avec cette partie de l'Europe.

15h30 **Manuelle Peloille** (université d'Angers / 3 L. AM)
« *Passeurs du fascisme en Espagne : état des lieux* »

Derrière les figures individuelles de Ramiro Ledesma Ramos ou José Antonio Primo de Rivera, quels sont les vecteurs d'opinion et de pratiques politiques dans l'Espagne de la Dictature militaire et de la Seconde République ? Dans ce travail, nous nous centrerons plus spécialement sur la presse d'opinion et d'organisation, sur les relais de la propagande italienne, sur les projets d'application du corporatisme sous le Général Primo de Rivera, afin de mieux cerner comment le fascisme italien apparaît comme une issue coercitive à la crise et aux défis posés par les mouvements populaires.

16h00 **Pause**

16h15 **Discussion sur les communications de la seconde session**

17h00 **Discussion générale**

Faculté des Lettres
Sorbonne Université

1, rue Victor Cousin
75230 Paris Cedex 05
Tél. 33 (0) 1 40 46 22 11

<https://lettres.sorbonne-universite.fr>